

Publié le 30 avril 2011 à 15h30 | Mis à jour le 30 avril 2011 à 15h30

Le résultat du vote sera déterminant pour la sécurité publique



Les carabines et les fusils de chasse sont très souvent utilisés à mauvais escient. Dans le cas de la violence familiale, ils font partie du cycle d'intimidation et de violence auquel trop de femmes et d'enfants sont confrontés dans leur propre domicile.

PHOTO: PAUL CHIASSON, ARCHIVES PC

*Heidi Rathjen, B.Ing., LLD (hon), Dr. h.c.(hon), C.S.M. (polysesouvient.ca)**

**Ont aussi signé cette lettre :*

Association québécoise Plaidoyer-Victimes

Centre de prévention du suicide du Québec

Conseil central de Québec Chaudière Appalaches (CSN)

Groupe des étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes

Syndicat des étudiants de Dawson

Syndicat des professeurs de Dawson

Table Carrefour violence conjugale Québec-métro

Alors que le contrôle des armes à feu demeure une question de sécurité publique qui affecte l'ensemble de la société, la question est utilisée comme un sujet de discordance par Stephen Harper et le Parti conservateur en vue d'obtenir des gains politiques. Ce qui était autrefois une question de sécurité et de santé publiques est devenu une question d'idéologie ressassée sans répit par les conservateurs et autres antagonistes du contrôle des armes à feu.

Ainsi, beaucoup de mythes et de désinformation circulent à propos du contrôle des armes à feu, particulièrement à l'égard du registre des armes d'épaule. Les députés conservateurs ont tous martelé le même message: le registre est coûteux, inefficace et il criminalise les honnêtes fermiers et chasseurs.

C'est faux. L'enregistrement est une procédure ponctuelle et gratuite qui n'empêche aucunement la chasse ou le tir sportif. Chose plus importante, l'enregistrement fait partie de la gamme de mesures qui cherchent à combattre la violence par armes à feu sous toutes ses formes : intimidation, meurtres conjugaux, homicides et crimes par des organisations criminelles, et crimes de vengeance auprès d'inconnus innocents. N'oublions pas le suicide, où l'accès à une arme à feu peut faire la différence entre un décès et une chance de survie et de longue vie.

En effet, les données témoignent de l'efficacité de la loi sur le contrôle des armes. L'Institut national de santé publique du Québec a conclu que les mesures actuelles ont entraîné une réduction annuelle de 250 cas de suicide au Canada (sans effet de déplacement tactique) et de 50 homicides. Le système est déjà en place et les coûts d'opération sont minimes, soit moins de 4 millions de dollars par année. Près de 7 millions d'armes de chasse sont présentement enregistrées.

Contrairement à ce que prétendent les conservateurs, les carabines et les fusils de chasse sont très souvent utilisés à mauvais escient. Dans le cas de la violence familiale, ils font partie du cycle d'intimidation et de violence auquel trop de femmes et d'enfants sont confrontés dans leur propre domicile. Ce sont aussi les armes à feu les plus couramment utilisées lors de suicides.

Le registre est un outil concret qui aide, entre autres, les policiers et les tribunaux à sauver la vie des femmes et des enfants subissant la violence ou l'intimidation, en encourageant le respect des normes d'entreposage et en permettant le retrait préventif des armes. C'est pourquoi, en plus des groupes que nous représentons, le registre détient l'appui quasi-unanime des experts en santé et en sécurité publiques, des organisations policières du pays et des groupes de femmes.

Au Québec comme ailleurs, les conservateurs manifestent une allégeance claire et profonde envers le lobby des armes. Sans minimiser la gamme des autres enjeux électoraux, il est important de reconnaître que le résultat du prochain vote déterminera le type de société vers laquelle nous nous dirigeons : à l'américaine, où l'emphase sur les droits individuels a mené à une épidémie de violence, ou un pays où les lois privilégient la sécurité de la collectivité.

Lundi, n'oubliez pas le contrôle des armes à feu lorsque vous remplirez votre bulletin de vote. La sécurité publique de nos communautés et celle des générations futures en dépendent.